

L'apartheid a imposé des coûts socio-économiques énormes à l'Afrique du Sud. La ségrégation raciale appliquée dans les services sociaux en raison de l'apartheid -- en plus d'être odieuse -- est carrément inefficace. L'infrastructure destinée au maintien de la sécurité a imposé un lourd fardeau financier. Comme nous avons pu le constater au cours de la crise actuelle dans l'éducation, l'apartheid est également extrêmement coûteux sur le plan humain et sur celui des ressources humaines.

L'apartheid a également constitué un énorme frein au développement économique des voisins de l'Afrique du Sud. Une Afrique australe libérée de l'apartheid serait plus prospère sur le plan économique, et l'Afrique du Sud pourrait devenir un moteur de croissance beaucoup plus important. De fait, l'abolition de l'apartheid pourrait déclencher le développement économique attendu depuis longtemps de tout le continent africain.

Autre point à souligner, la lutte contre l'apartheid est également importante pour l'avenir des relations entre les pays développés et les pays en développement. Dans une certaine mesure, qu'il ne faut pas sous-estimer, le Tiers monde considère l'attitude des pays occidentaux face à l'apartheid comme une importante épreuve permettant d'établir notre détermination à défendre les valeurs que nous mettons de l'avant.

Une nouvelle orientation politique semble se dessiner en Afrique du Sud, une orientation qui reconnaît que seul un règlement politique négocié peut permettre à ce pays de s'en sortir. Une dernière chance se présente, mais il faut la saisir au vol. Faits à trop petites doses, les changements politiques perdront leur élan, et la modération engendrée jusqu'ici s'évaporerait.

Au cours des quelques derniers mois, le monde - y compris le Canada - a consenti à faire une pause, à donner à M. de Klerk la chance de concrétiser les intentions qu'il a exprimées et à transformer ses paroles en réalité.

Le 2 février, les travaux parlementaires reprendront en Afrique du Sud. Au début de mai, le Comité des ministres des affaires étrangères que je préside, se réunira au Nigéria pour discuter des événements qui ont eu lieu depuis la réunion de Kuala Lumpur. Ces deux dates marqueront pour nous tous le début et la fin d'une période extrêmement importante.

En effet, durant cette période, M. De Klerk doit prouver qu'il ne prépare pas un autre "faux printemps", car pendant cette même période, la majorité sud-africaine s'attend à ce que de véritables progrès la rapprochent du changement. Il est raisonnable que pendant les six mois qui se sont écoulés depuis son élection, M. de Klerk se soit employé à préparer son plan. Il est maintenant temps de le divulguer.